

Le réseau routier

Hiérarchisation du réseau routier

Propriétaire et gestionnaire de voirie, le Département est en charge de plus de 3 540 km de routes départementales et 985 ouvrages d'art. Les 3 540 km de réseau routier se répartissent entre :

- ✓ **le réseau du schéma directeur routier** qui est le réseau principal avec près de 865 km. Il assure les liaisons interrégionales et interdépartementales et également la desserte entre les principaux pôles du département. Ce réseau se compose
 - d'un réseau d'intérêt régional (RIR), structurant d'environ 292 km ;
 - d'un réseau d'intérêt départemental (RID) de 573 km classé en 1^{ère} catégorie (RID1) pour 150 km et en 2^{ème} catégorie (RID2) pour 423 km.

- ✓ **le réseau secondaire dit réseau d'intérêt cantonal (RIC)** qui représente 2 675 km.

Missions du Département en matière de voirie

Le Département assure l'entretien et la modernisation des routes départementales dont les objectifs varient selon la catégorie de routes. Par exemple, sur le réseau d'intérêt cantonal, il s'agit principalement d'en assurer l'entretien alors qu'au niveau du réseau principal, il existe des opérations annuelles de modernisation, de sécurisation (pose de glissières, aménagement de carrefours...) ou d'amélioration des conditions de confort (revêtement ou signalétique).

Le Département doit assurer la pérennité de son patrimoine routier. Pour cela, il engage des travaux de réfection ou de renouvellement de la couche de roulement des chaussées, des travaux d'entretien ou de renforcement de ses ponts, le marquage ou encore le remplacement des panneaux de police et de signalisation directionnelle.

Le Conseil Départemental intervient également au niveau de l'entretien des accotements des routes (fauchage et débroussaillage), l'entretien des chemins de randonnées inscrits au PDIPR (plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée) et plus globalement le maintien des conditions de circulation routière.

Les accès au réseau routier départemental (délibération de l'assemblée délibérante du 17 mars 2017)

L'Assemblée Départementale, en date du 17 mars 2017, a défini de nouvelles dispositions relatives aux accès aux routes départementales.

1) En dehors des agglomérations, des prescriptions relatives à l'aménagement de carrefours permettant d'assurer les échanges dans de bonnes conditions de sécurité pourront être émises en fonction :

- *de la nature du projet,*
- *du trafic supplémentaire induit.*

2) Quelle que soit la zone considérée, chaque unité foncière initiale, ne peut bénéficier que d'un accès à la route départementale, et les parcelles doivent être prioritairement desservies par les voies où la gêne et le risque pour la circulation sont les moindres. Toutefois, un examen spécifique de certains projets pourra autoriser plusieurs accès pour la même unité foncière ou exploitant.

3) Les distances de visibilité requises pour satisfaire à la sécurité des mouvements d'entrée et sortie des accès, doivent permettre un temps de réaction de 8 secondes (le temps de réaction d'un côté peut être abaissé à 6 secondes dès lors qu'il demeure au total au moins égal à 16 secondes). En fonction de la vitesse maximale pratiquée par 85% des usagers dans le secteur considéré, il est donc possible de calculer les distances de visibilité minimales. Ainsi, pour le cas d'une vitesse de 50 km/h ($V_{85} = 50$ km/h), les règles énoncées ci-avant demanderaient 111 mètres de visibilité de part et d'autre de l'accès, et pour une vitesse de 90 km/h ($V_{85} = 90$ km/h), elles demanderaient 200 mètres de visibilité de part et d'autre. Aussi, si les conditions de visibilité sont insuffisantes, les demandes seront examinées selon :

- **la nature du projet,**
- **le trafic supplémentaire induit,**
- **le risque avéré.**

4) En ce qui concerne les accès directs ou indirects en agglomération, les mesures de police de circulation incombant au Maire, il est de sa compétence, d'autoriser ou pas au plan de la sécurité, le principe de réalisation des accès considérés. Il lui appartient donc d'apprécier des distances de visibilité requises pour satisfaire à la sécurité des mouvements d'entrée et sortie des accès (réf. paragraphe ci-dessus). Les accès relatifs aux opérations génératrices de trafic pouvant nuire à la fluidité devront faire l'objet d'aménagements particuliers.

Le réseau routier départemental de la commune de Marsan

La commune de Marsan est traversée par :

- la route départementale, 924, classée au Réseau d'Intérêt Départemental de 2^{ème} catégorie du schéma directeur routier départemental,
- les RD 272, 509 et 519, inscrites au Réseau d'Intérêt Cantonal (hors Schéma directeur routier départemental).

Les projets du réseau routier du territoire

Un projet d'aménagement de traverse du village est prévu le long de la RD 509 du PR 4+690 au PR 5+145. Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale.

Le recul des constructions par rapport aux routes départementales

Le Conseil Départemental recommande que le futur PLU prévoit dans son règlement des reculs suffisants d'implantation des constructions pour garantir une bonne visibilité aux usagers de la route et pour limiter les nuisances ainsi que les risques liés à la voie (trafic routier, nuisances sonores, pollution...). Ces distances doivent tenir compte du contexte local (routes à fort trafic...).

Concernant les routes départementales de 2^{ème} catégorie ou d'intérêt cantonal, il est recommandé que toute construction respecte la plus contraignante des deux règles ci-dessous :

- être implantée à au moins 15 mètres de l'axe de chaussée,
- ou à au moins 5 mètres de l'alignement de fait du domaine public routier départemental.

Ainsi, les articles « implantations des constructions par rapport aux emprises et voies publiques » du PLU devront être mis en cohérence avec ces recommandations pour toute construction nouvelle.

Principaux enjeux à intégrer dans le PLU

- Tenir compte de la **délibération du Conseil Départemental du Gers en date du 17 mars 2017** afférente à la réglementation sur les accès au réseau routier départemental.
- Faire figurer sur le plan de zonage ou dans les OAP une localisation d'intention des carrefours avec la route départementale (réseau structurant).
- Prendre en compte les prescriptions relatives au recul d'implantation des constructions par rapport à la route.

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

La loi du 22 juillet 1983 donne compétence aux départements pour établir un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Aujourd'hui, le PDIPR est régi par l'article L 361-1 du code de l'environnement (chapitre 1^{er} « itinéraires de randonnée » du titre VI « accès à la nature ») qui lui garantit des protections juridiques particulières.

Le PDIPR du Gers a été adopté par délibérations de l'assemblée départementale des 27 mai 1986 et 27 janvier 1995, après avis des communes concernées et fait l'objet d'une actualisation par délibérations des 26 janvier 2007, 8 février 2008, 4 octobre 2013, 19 décembre 2014 et 26 juin 2017.

Le Département du Gers s'est engagé depuis plusieurs années dans une politique globale en faveur de la randonnée non motorisée à travers notamment la gestion et la promotion des sentiers de randonnée inscrits au PDIPR.

Ces itinéraires du PDIPR sont ouverts aux 3 types de randonnée non motorisée à savoir pédestre, équestre et vététiste.

D'une part, l'objectif est de protéger les chemins ruraux contre leur abandon, suppression ou aliénation par les communes et surtout leur appropriation par des tiers.

Ainsi, lorsqu'une commune projette la suppression ou l'aliénation d'un chemin rural inscrit au PDIPR, celle-ci doit obligatoirement proposer un itinéraire de substitution de même nature au Conseil Départemental qui donnera son accord.

D'autre part, il s'agit d'assurer et de garantir la continuité de ces itinéraires.

Le PDIPR se compose des chemins de Saint-Jacques de Compostelle (GR 65, GR 652, GR 653 et GR 654) et du GR du pays « Cœur de Gascogne » représentant 452 km de sentiers.

La voie d'Arles, le **GR 653**, inscrit dans le PDIPR, traverse le territoire de Marsan. Le tracé ci-joint devra être repris dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme afin d'assurer la préservation et la continuité du GR. Les itinéraires adoptés font l'objet de protections juridiques particulières (article L361-1 du code de l'environnement) et les tracés du PDIPR devront être inscrits au registre des contraintes de ce PLU.

La trame verte et bleue

Les espaces naturels sensibles

Le Département du Gers est un acteur de la biodiversité en tant que gestionnaire d'espaces naturels. Afin de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels, il est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique d'acquisition, de protection et de gestion d'espaces d'intérêt écologique et paysager majeurs. Ces espaces présentent un intérêt patrimonial important en raison des milieux naturels ou des espèces faunistiques ou floristiques protégées.

Le Département du Gers mène une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles afin de répondre à 3 objectifs stratégiques :

- **préserver** : acquisition et gestion par le Département, en direct ou en accompagnant un porteur de projet local (collectivité, association...), de sites naturels majeurs du département en terme de patrimoine naturel ;
- **valoriser** : actions d'ouverture au public, éducation à l'environnement et aménagement des sites dans un objectif de découverte des milieux naturels ;
- **accompagner** : à travers une protection réglementaire des sites, ingénierie auprès des porteurs de projet, communication spécifique dédiée à cette politique, mode de gouvernance.

La commune de Marsan ne compte aucun site ENS.

Principaux enjeux à intégrer dans les PLU

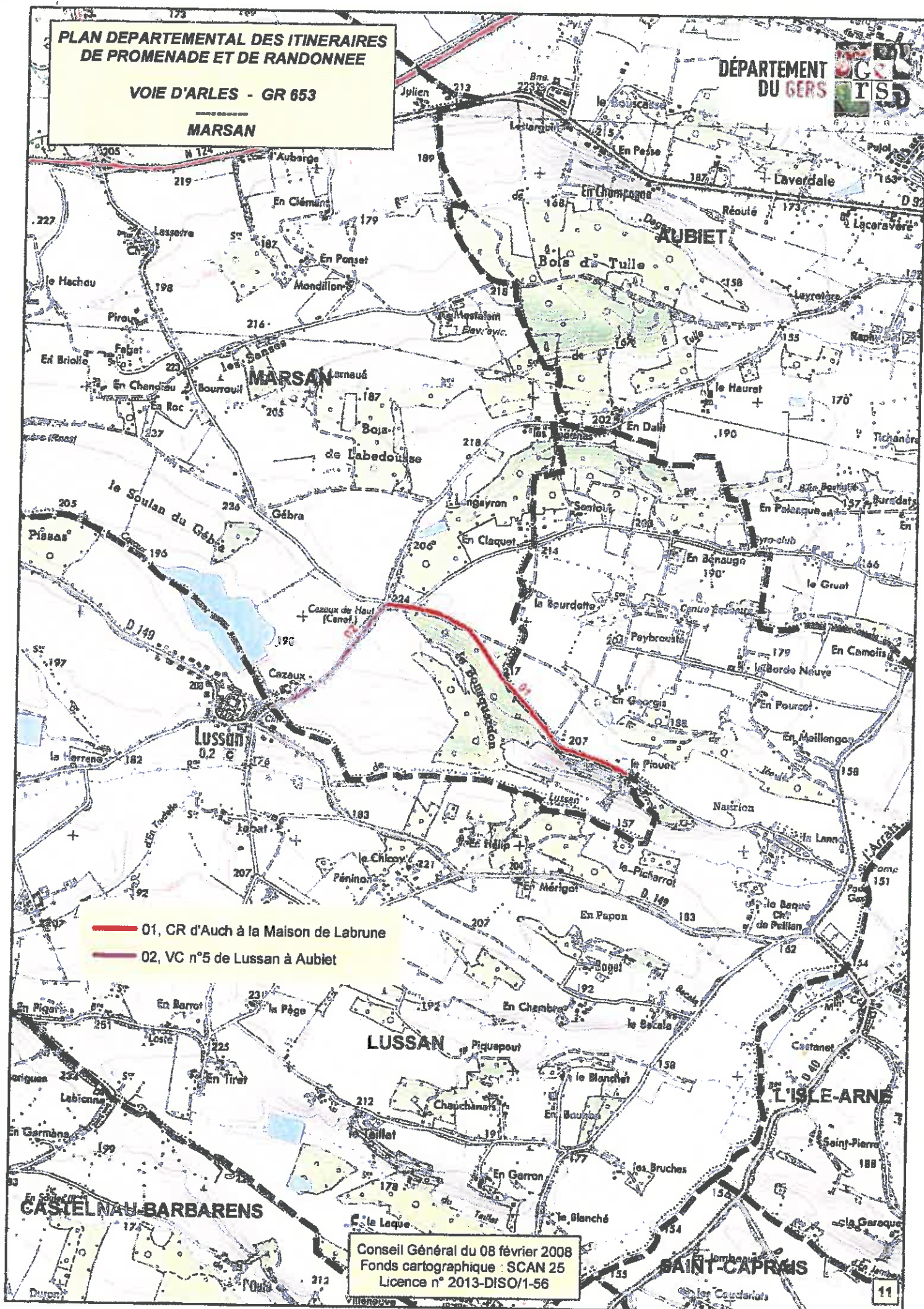
- Présenter une **carte complète de la trame verte et bleue** ;
- Conserver ou développer les petits espaces de biodiversité ou continuités (mares, arbres, haies, ripisylves, friches...)
- Conforter le réseau de haies bocagères ou arborées en vue d'assurer une continuité écologique et son rôle de protection : maintien de la biodiversité, préservation des ressources en eau, maîtrise de l'érosion, fertilisation des sols, barrières contre les maladies... ;
- Protéger l'ensemble du réseau hydrographique (cours d'eau, mares et étangs) et les milieux humides connexes dans une logique de continuité écologique (trame bleue) en conformité avec le SRCE ;
- Prendre en compte les objectifs du SDAGE Adour-Garonne et du SRCE avec une traduction territoriale.

**PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES
DE PROMENADE ET DE RANDONNEE**

VOIE D'ARLES - GR 653

MARSAN

**DÉPARTEMENT
DU GERS**



PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE

GR 653 / MARSAN

Délibération du Conseil Municipal du 5 mai 1986

COMMUNE	PROPRIETAIRE PUBLIC		PROPRIETAIRE PRIVE			LONGUEUR DU TRONCON	ETAT DE VIABILITE	DATE DELIB. CG	RQ
	dénomination de la voie	nom	dénomination de la voie	convention	en km				
MARSAN	CR d'Auch à la Maison de Labruno					1,38	terre	27/05/1986	
	2 VC n°5 de Lussan à Aubiet					0,70	goudron	27/05/1986	

2,08

